



**Pour les salaires, l'emploi public et les missions publiques
Exprimons notre colère !**

TOUS EN GREVE le 15 mai 2014

Le Premier ministre a fait le choix de l'épreuve de force avec les agents de la Fonction publique et leurs organisations syndicales.

La poursuite du gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017 est une provocation. Depuis 2010, le pouvoir d'achat des agents ne cesse de dégrader et les inégalités de se creuser !

La politique d'austérité conduite par le gouvernement qui se traduit par 50 milliards d'économie sur les budgets de l'Etat, des collectivités territoriales et de la protection sociale nous mène dans le mur. Les plus démunis seront les premiers à en faire les frais !

Le maintien de la MAP (Modernisation de l'Action publique) et la destruction des emplois publics par redéploiement vers les missions dites prioritaires vont continuer de dégrader la qualité du service public et les conditions de travail et de rémunération des agents.

L'annonce brutale d'une nouvelle étape de la décentralisation entraînant la disparition des départements et la diminution par deux des régions ne peut nous laisser sans réaction.

Cette politique est profondément injuste et de surcroît inefficace : l'austérité handicape la consommation et de ce fait grève l'activité économique **et donc l'emploi.**

Tous Ensemble, nous pouvons contraindre le gouvernement à renoncer à son plan d'austérité de 50 milliards et à négocier en particulier sur les revendications suivantes :

- Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes salariales ;
- De meilleurs déroulements de carrière ;
- La fin de la politique d'austérité et l'abondement des moyens pour le service public ;
- La fin des suppressions d'emplois ; la création de postes partout où c'est nécessaire avec des emplois pérennes et statutaires ;
- La réhabilitation du service public et de la Fonction publique comme outils d'intérêt général, garants de la satisfaction des besoins de la population, de la permanence de la justice sociale et territoriale, et du développement économique ;
- Le maintien du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers ;
- L'arrêt de la MAP tant à l'État qu'à la Fonction publique territoriale ;
- L'abrogation de la loi Hôpital Patient Santé Territoires (HPST).

MANIFESTATION UNITAIRE à 10 h 30

➤ Bayonne, place Ste Ursule